



# Rapport hebdomadaire

26 - 30 MAI 2014

## Kenya

Blair Audet

- 1 La situation demeure sombre à Dadaab
- 2 La répression interne compromet toujours les droits de la personne

« *La police et les forces de sécurité kényanes appliquent des tactiques abusives et discriminatoires au nom de la sécurité nationale, ciblant des communautés entières* », affirme Daniel Bekele, directeur de Human Rights Watch pour l'Afrique. « *Cette répression viole clairement des droits fondamentaux de Kényans, de réfugiés et d'autres ressortissants étrangers, et n'améliore en rien la sécurité.* »

### ***La situation demeure sombre à Dadaab***

- La population de Dadaab peine à vivre dans une situation d'urgence permanente sans issue claire. Le danger et l'insécurité empêchent toujours la plupart des réfugiés de retourner en Somalie dans un proche avenir quelconque.
- Les cinq camps (Dagahaley, Hagadera, Ifo, Ifo 2 et Kambios) hébergent une population totale de 403 727 réfugiés, composée aux trois quarts d'enfants de moins de 12 ans, de femmes et de personnes âgées.
- Les réfugiés déclarent à 41 % ne pas avoir d'accès adéquat à des matériaux pour bâtir des abris, et ne pas avoir de protection suffisante contre la pluie.
- Ils sont 11,3 % sans accès à des latrines, ce qui crée des problèmes de santé et d'hygiène publique, ainsi que de sécurité, en particulier pour les femmes, qui doivent aller dans des buissons et ne se sentent pas en sécurité.
- L'insécurité demeure élevée dans les camps, à cause de menaces à la sécurité comprenant meurtres, enlèvements et viols.
- Source : Médecins Sans Frontières

<http://www.msf.ca/fr/article/dadaab-l%E2%80%99aide-humanitaire-doit-rester-une-priorit%C3%A9-malgr%C3%A9-le-retour-des-r%C3%A9fug%C3%A9s-en-somalie>

### ***La répression interne compromet toujours les droits de la personne***

- Une rafle a été entreprise le 1<sup>er</sup> avril 2014, en conséquence de l'intensification de la violence et des attentats terroristes, attribuables en grande partie au groupe militant al Shabaab relié à al-Qaeda, dont l'organisation se trouve principalement en Somalie voisine.
- La répression a donc visé principalement les Somaliens, les Kényans de descendance somalienne, les Éthiopiens, les Soudanais du Sud et les populations musulmanes kényanes des quartiers Eastleigh et South C de Nairobi, le secteur Likoni de Mombasa Likoni et d'autres villes des régions centrales et côtières du Kenya.
- Les forces de sécurité gouvernementales ont effectué des raids, pillé de l'argent et des biens personnels, et harcelé et détenu des milliers de personnes sans porter d'accusation, dans des conditions horribles et sans nourriture pendant bien plus longtemps que la limite de 24 heures prescrite par la loi kényane.
- Les policiers ont confisqué des documents valides et expirés de réfugiés délivrés par l'ONU, et les ont déchirés dans certains cas.
- Depuis le 9 avril 2014, les autorités ont aussi déporté 261 personnes par avion à destination de Mogadishu. L'UNHCR n'a pas eu accès aux déportés à l'aéroport international de Nairobi avant leur départ du Kenya.
- Source : Human Rights Watch

<http://www.hrw.org/news/2014/05/12/kenya-end-abusive-round-ups>

« *Des milliers de réfugiés et demandeurs d'asile somaliens non inscrits se trouvent dans une situation impossible : ils risquent d'être arrêtés et déportés parce qu'ils ne sont pas inscrits, mais il est extrêmement difficile pour eux de s'inscrire* », déclare Michelle Kagari, directrice adjointe régionale du programme Afrique d'Amnistie internationale. « *Le gouvernement kényan punit les réfugiés et les demandeurs d'asile parce qu'ils se trouvent dans un vide juridique créé par le gouvernement, sans égard à leurs droits de la personne.* »